

## Dess(e)in du futur Quel avenir pour la démocratie européenne ?

Philippe Destatte  
directeur général de l'Institut Destrée

Intervention à la conférence *Démocratie,  
complexité, prospective*  
*Démocratie, avenir du monde*  
Bruxelles, Palais d'Egmont, 20 juin 2012

---

La tâche qui m'a été assignée par les organisateurs consiste à dessiner la démocratie du futur, dans un monde incertain et complexe, en m'appuyant sur la prospective.

La prospective, n'a jamais réduit ni la complexité ni l'incertitude. Peut-être pourrait-elle les mettre en lumière et tenter d'en décrire les limites ? Elle a en tous cas vocation à pousser à agir en mettant en évidence les enjeux de long terme. Elle use pour cela de différentes méthodes et de divers artifices qui ont surtout pour but d'aider l'auditeur à se mettre en mouvement. Pour autant qu'il en aie un minimum de désir.

Bénéficiant d'une intervention introductive, je jouerai donc la provocation en vous présentant un récit, modeste trajectoire écrite à main levée. Mais inspirée tout de même d'une part par un séminaire résidentiel de prospective mené pour le Parlement wallon en 2010, avec une quinzaine de jeunes et quelques experts, parmi lesquels Christophe Lejeune, chercheur à l'Université de Liège et auteur de l'ouvrage *Démocratie 2.0* <sup>(1)</sup>. D'autre part, cette trajectoire utilise quelques ressources provenant des travaux menés depuis 2004, au sein du Collège régional de Prospective de Wallonie, notamment la démarche *Wallonie 2030*.

Veillez dès lors, s'il vous plaît, faire avec moi un effort d'imagination : nous sommes dans 38 ans, le 20 juin 2050...

20 juin 2050. La population de l'Europe ne s'est guère accrue et avoisine toujours les 500 millions d'habitants malgré la poursuite du processus d'intégration de pays candidats. Ce processus a pourtant été officiellement clôturé ce 31 décembre 2049 avec l'entrée de la Suisse, sorte de cerise sur le gâteau européen. Les Etats-Unis d'Europe comptent 38 Etats, correspondant scrupuleusement à la zone écu qui a remplacé l'euro en 2023, lors de la sortie de la crise financière entamée en 2008. On n'a guère été surpris de l'adhésion rapide des pays balkaniques - Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro puis Albanie et Macédoine. La Norvège a rejoint l'Union au lendemain de sa décision de 2035, de cesser toute exportation de pétrole et de conserver désormais ses dernières réserves de brut pour sa consommation locale. L'Islande a adhéré la même année. Ce qui aurait pu être une surprise, l'adhésion de la Polésie, composée depuis 2029 de la Belarus, de l'Ukraine ainsi que de la Moldavie, n'en est plus une depuis que le processus de convergence s'est réalisé avec l'Union européenne autour du concept de *gouvernance méthodique* ou de *démocratie technique*, que Michel Foucault aurait probablement appelé *nouvelle gouverne-*

---

(1) Christophe LEJEUNE, *Démocratie 2.0, Une histoire politique d'internet*, coll. *Espace de Libertés*, Bruxelles, Editions du Centre d'Action laïque, 2009. - Chr. LEJEUNE, *La démocratie parlementaire à l'heure des plateformes participatives et des réseaux sociaux sur internet*, Colloque *Dialogue pour l'avenir de la démocratie en Wallonie*, Parlement wallon - Institut Destrée, 16 septembre 2010.

*mentalité* <sup>(2)</sup>. Comme cela avait été anticipé par quelques prospectivistes, cette adhésion a toutefois considérablement accru les tensions avec l'Union russe, désormais la grande démocratie parlementaire continentale, en tout cas telle qu'on l'entendait au XXème siècle. Nous y reviendrons.

Si la Turquie n'a pas été citée parmi les Etats-membres, personne ne s'en étonne en 2050. L'islamophobie, qui a marqué la société européenne durant la fin des années 2010, a définitivement convaincu Ankara de reconstituer une Union musulmane avec ses voisins du sud et de l'est. Cette islamophobie a été particulièrement virulente en Europe après la vague des attentats kamikazes de ceux qu'on a appelé abusivement les "individualistes islamistes". La plupart de ces nihilistes n'étaient d'ailleurs ni musulmans, ni d'origine arabe. Cette vague de plus de trois cents attentats a frappé l'Europe en 2024 et 2025 et a provoqué ce qu'on a appelé la *Grande Sécurisation électronique européenne* (G2ES). La G2ES, on le sait aujourd'hui, a fait la fortune de la société FACIES (*Faces Identification Electronic Security*), une *spinoff* de Facebook, qui a fait de l'Europe son champ d'expérimentation grâce aux crédits gigantesques dégagés par le Deuxième programme cadre européen de sécurité. Ce qui est remarquable, c'est que c'est la version 4.0 du projet FACIES qui a constitué la base de la démocratie technique ([www.technical-democracy.eu](http://www.technical-democracy.eu)) qui a été mise en œuvre dans l'Union lors des années 2030.

Contrairement à l'opinion largement répandue, - et qu'on répète même parfois lors de conférences comme celle-ci -, l'idée de *démocratie technique* n'est pas née dans les cerveaux de quelques eurocrates de la Commission, mais procède plutôt d'une dynamique endogène, *bottom up*. En effet, ce concept a vu le jour dans les RETI, les Régions européennes de Traditions industrielles et, en particulier, dans les petites villes en déshérence économique. C'est là que, lors de la fin des années 2010 et début des années 2020, s'est le plus développé ce phénomène appelé *sherwoodisation*. Ce concept est dû à la collaboration entre quelques chercheurs européens, et a été popularisé par Bernard Van Asbrouck, notamment professeur à l'Université de Valence. La *sherwoodisation* désigne le processus selon lequel des populations entières, en voie de défection sociale, échappent aux différents mécanismes de cohésion et disparaissent des statistiques d'obligation scolaire, de chômage, d'aide sociale et même d'état civil, pour rejoindre une forêt de Sherwood virtuelle. Ces fugueurs de la statistique y poursuivent une vie en marge de la société, et répondent à des règles internes qui échappent à celles de la démocratie représentative classique. Alors que les données approximatives et très parcellaires du début des années 2010 estimaient ces populations à environ 5 à 7 % des habitants des quartiers identifiés, ce pourcentage se serait élevé à plus de 20 % fin de la décennie. L'origine de cet accroissement provenait bien sûr de l'accentuation des crises financière, économique, sociale, environnementale mais aussi surtout de la crise morale, éthique qui a frappé ces régions européennes, les privant du sens qui fonde les sociétés et qui leur permet d'intégrer leur propre population, sinon les populations étrangères qu'elles devraient pouvoir accueillir.

Alors qu'on avait imaginé, et même peut-être craint, que ce phénomène de *sherwoodisation* ne s'ouvre sur des processus d'auto-organisation et fasse émerger quelques leaders ou Robin des Bois capables de les réintégrer ou de les mener à la révolte, il n'en fut rien. Par contre, Sherwood fit le lit de ce nihilisme qui poussa de nombreux individus à commettre l'irréparable en se faisant exploser dans des lieux publics, utilisant les ressources de la clandestinité et de l'internet. Ils portèrent d'abord la dévastation dans les petites bourgades insignifiantes où ils vivaient. Puis, ils vinrent porter la mort et la honte au cœur même de ces métropoles européennes auxquelles nous avons accordé toutes nos attentions pour en faire ces centres de technologies,

---

(2) Michel FOUCAULT, *Dits et écrits*, t. 4, p. 191, 728-729, Paris, Gallimard, 1994.

de talents et de tolérance. Ces villes, enfin reformatées et embellies, qui allaient permettre d'atteindre les objectifs du programme *Europe2050* ... Ce processus d'Oslo qui devait enfin nous permettre de devenir l'économie la plus compétitive du monde ... Les milliers de victimes, de décédés ou de mutilés, causées en quelques mois par ces attentats à Liège, Charleroi, Metz, Eindhoven, Gdansk, Turku, Stuttgart, Bruxelles (7 fois), Prague (3 fois), Londres (6 fois), Paris (4 fois), Berlin (5 fois), créèrent un sentiment d'insécurité sans précédent. Les réflexes traditionnels de rejet des populations d'origines maghrébine ou turque se manifestèrent à nouveau avec une acuité jamais atteinte. Elles eurent les conséquences que nous avons déjà évoquées, notamment sur la non-entrée de la Turquie dans l'Union, mais aussi sur cette conception d'une *citadelle européenne* où, suivant le modèle israélien, les murs physiques se multiplièrent aux frontières critiques. Néanmoins tous les efforts de cette société pour se refermer sur elle-même n'arrêtèrent pas les attentats suicides.

Une ébauche de solution vint de Belgique, ou plus précisément de Wallonie. Peu suspecte de prendre des libertés avec la démocratie, cette région qui continuait à mettre régulièrement en avant sa tradition historique de résistance au nazisme et sa relative perméabilité aux formes de fascisme ou de populisme modernes, n'entendait pas voir ses efforts de reconversion économique être mis en cause par un processus dont elle avait été une des premières victimes, après les attentats de Liège et Charleroi en 2021. D'ailleurs, déjà au début des années 2010, sans que cela ait été bien perceptible, une forme de *wishfull thinking*, sinon de raison d'Etat, avait pu y prévaloir qui avait progressivement fait taire les voix qui s'estimaient - ou que l'on estimait - discordantes, autour de l'idée qu'il fallait à tout prix sauver la Belgique de sa crise institutionnelle et montrer que la Région wallonne était sur la voie de l'inéluctable redressement économique. Certes, quelques journalistes, fonctionnaires, experts ou simples représentants de la société civile avaient été tentés d'introduire quelques nuances à cette affirmation volontariste. L'accueil que la Région wallonne avait réservé à quelques grandes sociétés informatiques et télématiques comme Microsoft, Google ou Facebook, sa pépinière de laboratoires de recherche performants où la volonté de bien faire ou même la recherche du profit primaient parfois sur l'éthique académique, tous ces éléments en firent le lieu idéal pour développer l'entreprise puis le programme FACIES, basé sur le web 3.2. Ce programme fut appliqué de manière expérimentale à la Région wallonne pour la première fois en 2025. La démarche était en réalité très simple et ne nécessitait guère de grandes innovations technologiques : il avait simplement suffi d'interconnecter l'ensemble des banques de données des adresses ip individuelles attribuées aux *smartphones* - dont le port avait été rendu obligatoire puisqu'ils servaient désormais de cartes d'identités -, aux portes-folios officiels dont chacun était doté. Ceux-ci étaient constitués des données récoltées sur les réseaux sociaux dont tout citoyen respectable devait faire partie. Le reste relevait de la sécurité intérieure, désormais régionalisée, et avait été un jeu d'enfant : FACIES utilisait les caméras de surveillance qui avaient été encore multipliées depuis les attentats et la reconnaissance optique des visages et profils généraux. La direction générale opérationnelle (DGO) Sécurité du Service public de Wallonie était en mesure d'intercepter 90% des personnes qui n'avaient pas été clairement identifiées dans les cinq minutes de sa visualisation ou 88 % des personnes dont le spot électronique s'éteignait dans un des serveurs du SPW. L'ensemble des habitants qui s'étaient inscrits dans ce programme, soit 96% de la population, compte tenu de la volonté collective de restaurer la sécurité publique, avaient, dans les cinq ans, adhéré au volet *Souveraineté collective* du programme *Démocratie technique*. Les citoyens avaient progressivement appris à intervenir dans les affaires publiques régionales en répondant à des questions simples qui indiquaient au Gouvernement les voies à suivre, suivant un principe d'intelligence collective dite *individualisée* (ICI). Les premières questions avaient été simples et construites avec des consultants internationaux très légitimes comme Mc Kinsey ou Price Waterhouse Cooper appuyés par des instituts de sondages réputés. Elles étaient du type : *voulez-vous redresser*

*l'économie wallonne ? , ou la sidérurgie a-t-elle encore un avenir en Wallonie ? Elles étaient devenues progressivement plus complexes pour arriver à des formulations de ce type-ci : pensez-vous qu'il faille obligatoirement partager les maisons quatre façades et confier cette tâche au gouvernement ? ou encore vaut-il mieux maintenir le cours d'histoire et d'éducation civique ou en confier les heures au professeur de néerlandais ou d'anglais pour favoriser l'emploi ?* Le citoyen avait 24 heures pour répondre par oui ou par non sur l'écran tactile, ce qui paraissait largement suffisant. Le Parlement avait enfin une utilité manifeste puisqu'il avait pour tâche d'éclairer la problématique en rassemblant les données qui étaient mises en débat durant deux soirées de 19 à 20 heures et retransmises sur la chaîne de télévision parlementaire régionale. Des parlementaires étaient devenus de redoutables et célèbres débatteurs, se lançant, un peu à l'instar des pasteurs américains, dans de longs plaidoyers où ils ne regardaient plus leurs collègues, mais uniquement la caméra. D'autres régions avaient suivi cette initiative pionnière : la Flandre, Bruxelles, la Région germanophone, Rhône-Alpes, la Catalogne, l'Ecosse, la Lombardie, le Bade-Wurtemberg, etc., puis une cinquantaine d'autres, ce qui avait fait la fortune de FACIES et avait permis des retombées économiques, mais aussi un surcroît de notoriété pour la Wallonie. Les expériences ayant été concluantes en termes d'efficacité mais aussi de transparence de la décision publique, plusieurs pays avaient décidé de l'adopter, dont l'Allemagne et la France, qui avaient, par réflexe, tenté de l'imposer au Conseil européen et à la Commission.

Le Président du Conseil y avait vu pour la première fois une chance exceptionnelle de faire franchir un grand pas à l'Europe et de construire une légitimité démocratique européenne en s'adressant enfin directement à la communauté des citoyens européens. FACIES avait construit son plus bel outil : l'*European Continental Technical Democracy System* (EuCoTeDeS), dont la souveraineté sur tous les autres systèmes avait été approuvée par le Traité de Minsk et ratifié dans les vingt-quatre heures par les 38.

Les Etats-Unis d'Europe avaient enfin un président qui pouvait décider avec légitimité, efficacité et transparence... Il avait la conviction qu'il serait maître à bord,... tant qu'il aurait le soutien de FACIES.

Ce récit terminé, je suis retombé sur terre en 2012. Et j'ai été soudainement pris d'un doute qui m'a fait me précipiter sur mon internet et taper l'adresse [www.technical-democracy.eu](http://www.technical-democracy.eu)

La bonne nouvelle c'est que mon écran m'a répondu : *Adresse introuvable, Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse [www.technical-democracy.eu](http://www.technical-democracy.eu).*

Jusqu'à quand échapperons-nous à cette pseudo-démocratie ? Et à quelles conditions pourra-t-on y échapper ? Ce sont probablement deux des questions essentielles auxquelles nous tenterons de répondre aujourd'hui. Deux enjeux de long terme, comme disent les prospectivistes.

Je vous remercie.